

L'historien et les mémoires de la Seconde Guerre mondiale en France

Problématique

- ➔ Comment les différentes mémoires parfois conflictuelles de cette période sont-elles devenues des objets d'étude dépassionnés pour les historiens ?

“ Alors que l'histoire se situe à l'extérieur de l'événement et génère une approche conduite du dehors, la mémoire se place dans l'événement, le remonte en quelque sorte, cheminant à l'intérieur .

François Bedarida, *Histoire critique et responsabilité*, 2003

Points incontournables

- L'histoire se veut objective là où la mémoire est collective ou personnelle et s'appuie sur le ressenti et l'émotion.
- Les historiens ont dû utiliser des mémoires parfois contradictoires et passionnées pour traiter le sujet.
- Le rôle de l'histoire peut être aussi de chercher à atténuer les conflits issus des oppositions entre ces souvenirs personnels.

1a L'ESSENTIEL

La Seconde Guerre mondiale a été un traumatisme pour la société française pendant toute la seconde moitié du XX^e siècle. Même en ce début de XXI^e siècle, elle reste un sujet toujours sensible.

Les mémoires des différents acteurs et victimes ont joué un rôle important dans la construction du souvenir de cette période. Une mémoire qui demeure la vision subjective d'un événement basée sur un souvenir personnel ou collectif, qui peut être transmise à ses héritiers sous formes de récits ou de commémorations.

Les historiens jouent un rôle majeur en essayant de dépasser le cadre subjectif et émotionnel de la mémoire pour avoir une vision plus nuancée, critique et dépassionnée de cet épisode historique. Mais ils se sont souvent heurtés à des difficultés face au caractère à la fois très politique et très passionné du souvenir de la Seconde Guerre mondiale.

Une histoire largement enjolivée fut ainsi d'abord mise en avant jusqu'aux années 1970 pour magnifier la Résistance, puis avec le réveil des mémoires oubliées les débats furent vifs dans la société française jusqu'aux années 1990 avant de voir enfin les historiens pouvoir, avec le temps, travailler dans une plus grande sérénité pour essayer d'apaiser les blessures de ces souvenirs.

L'après-guerre : la construction d'une histoire officielle (1944-années 1970)

La naissance du « mythe résistancialiste »

À la Libération, le général de Gaulle, chef du gouvernement provisoire de la République française met en avant le rôle de la Résistance pendant la guerre.

Le but est de légitimer le nouveau gouvernement issu de la Résistance, de retrouver l'unité nationale après les divisions de la guerre et d'ancrer clairement la France dans le camp des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale.

C'est la naissance du **Résistancialisme**, véritable sacralisation de la Résistance pour permettre la reconstruction d'une France divisée et meurtrie qui culmine avec les cérémonies télévisées de transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon en 1964.

L'épuration permet de faire passer l'idée que la **collaboration** n'a été qu'une simple parenthèse née la contrainte allemande et n'était pas la véritable France représentée par la Résistance. D'abord violente et spontanée lors de la Libération (environ 8 800 exécutions sommaires) elle est organisée de façon judiciaire par l'État et culmine avec le procès du maréchal Pétain dont la condamnation à mort est commuée en prison à vie.

À retenir

1944-1945 Libération de la France

1945 Procès du maréchal Pétain

1947-1951-1953 Lois d'Amnistie

1954 « Histoire de Vichy » de Robert Aron

1956 « Nuit et Brouillard » d'Alain Resnais

1964 Transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon

À retenir

Mémoire : Vision subjective d'un événement fondée sur un souvenir personnel ou collectif, qui peut être transmise à ses héritiers sous formes de récits ou par des commémorations.

Résistancialisme : Terme créé en 1987 par l'historien Henry Rousso pour désigner la vision d'une France presque unanimement résistante pendant la Seconde Guerre mondiale, ce qui fut la version officielle jusqu'aux années 1970.

Plus de 300 000 instructions sont conduites. Si les principaux dirigeants de la collaboration comme Pierre Laval sont exécutés, elles aboutissent surtout à des peines limitées (emprisonnements, perte des droits civiques). Une série de lois d'**amnistie** (1947, 1951 et 1953) finissent par vider les prisons. La volonté d'oublier les divisions de la France permet progressivement à d'anciens collaborateurs qui se sont fait « oublier » de refaire carrière tel Maurice Papon.

Des mémoires occultés

Alors que la Résistance est mise en avant, d'autres mémoires sont laissées de côté.

Plus d'1 million de prisonniers de guerre rentrent dans une relative indifférence. Après les retrouvailles familiales, leur parole sera peu écoutée car rappelant trop la défaite militaire de 1940.

De même les travailleurs envoyés en Allemagne pour le Service de Travail Obligatoire, symbolisant la collaboration, rentrent discrètement au pays et se voient refuser le statut de déportés.

150 000 Alsaciens et lorrains ont été enrôlés de force dans l'armée allemande. Ce sont les « **malgré-nous** » dont beaucoup ont péri sur le front russe. Un épisode passé sous silence à la Libération.

Mais l'oubli le plus marquant est celui des déportés raciaux. Les survivants sont peu nombreux et leurs témoignages peu écoutés tant le crime semble impensable. À l'ouverture des camps, la figure du déporté mise en avant est d'abord celle du militant politique et du Résistant. Le caractère racial du projet nazi est oublié. Camps de concentration et d'extermination sont amalgamés dans le souvenir. *Nuit et brouillard* d'Alain Resnais, en 1956 ne cite qu'une seule fois le mot juif, jamais le mot tzigane. En 1959, le Vélodrome d'Hiver lieu où avaient été regroupés les juifs de Paris raflés par la police française avant d'être déportés en Allemagne est démolie dans l'indifférence générale.

La difficulté du travail historique

Dans les années qui suivent la guerre, le souvenir de la Résistance est mis en avant au travers de commémorations constantes. Création de l'Ordre de Compagnon de la Libération, du monument à la France combattante sur le Mont Valérien, rues rebaptisées du nom de Résistants morts pendant la guerre...

Il devient aussi un enjeu politique. De nombreux anciens Résistants font des carrières politiques locales et nationales et dans le cadre de la guerre froide, l'image de la Résistance devient un enjeu de propagande. À droite, c'est le poids considérable de la figure du général de Gaulle, chef de la France Libre, à gauche, c'est le Parti communiste français favorable à l'URSS qui se présente lui comme le parti des 75 000 fusillés par les Allemands.

Précision

Il faut clairement différencier les mémoires (le pluriel est important) que constituent le souvenir des événements vu de façon subjective par ses différents acteurs et transmises à leurs descendants et l'histoire qui se veut une vision dépassionnée de la question traitant des connaissances de façon plus objective et critique.

1a L'ESSENTIEL

La mémoire de la guerre reste un sujet sensible. En 1953, se tient le procès des responsables du massacre d'Oradour sur Glane. Parmi eux 14 soldats « malgré-nous » d'origine alsacienne. Un mouvement de solidarité se développe dans toute l'Alsace. Pour apaiser l'opinion alsacienne, une **amnistie** est votée provoquant la colère des anciens résistants limousins.

Dans cette ambiance passionnelle, les historiens ont beaucoup de mal à travailler d'autant qu'une bonne partie des archives officielles restent non accessibles au public. Le premier ouvrage de référence, *Histoire de Vichy* de Robert Aron en 1954, s'appuie surtout sur des témoignages. De bonne foi, il reprend une théorie avancée pour leur défense par certains collaborateurs prétendant que la collaboration a permis de limiter les exigences allemandes : face au nazisme, de Gaulle et la Résistance auraient été le glaive et Pétain le bouclier protégeant la France.

La collaboration est de plus en plus souvent passée sous silence. En 1956, une photo, montrant un gendarme français surveillant un camp d'internement dans le film *Nuit et brouillard*, est censurée sur demande officielle pour ne pas évoquer le rôle des autorités françaises dans la déportation.

Le difficile travail de synthèse des historiens (années 1970-1980)

Une remise en cause d'une certaine « histoire officielle »

Dans les années 1950 et 1960, faute d'un véritable travail historique indépendant, le mythe d'une France unanimement résistante est généralement peu remis en cause. Ce sont surtout des œuvres de fictions comme des romans et parfois des films qui commencent à montrer une image plus complexe de cette période : *Au Bon Beurre* de Jean Dutourd ou *La traversée de Paris* de Marcel Aymé adapté en film par Claude Autant-Lara qui montrent les petits arrangements mesquins du marché noir pendant la guerre.

En 1969, Marcel Ophuls réalise pour la télévision *Le chagrin et la pitié* un documentaire qui revient au travers de nombreux témoignages sur la vie à Clermont Ferrand et montre que de nombreux Français ont été pétainistes ou ont fermé les yeux sur les persécutions raciales. Le film n'est finalement pas diffusé sur le petit écran, ne sort en salle qu'en 1971, après la mort du général de Gaulle et provoque la polémique.

Le choc va venir en 1973 de *La France de Vichy* de Robert Paxton, un historien américain qui a contourné le problème du secret des sources officielles en travaillant sur les archives allemandes. Il dresse le portrait terrible d'un maréchal Pétain et d'un gouvernement de Vichy collaborant activement voire devantant les

À retenir

- 1961 Procès Eichmann
- 1970 Mort du général de Gaulle
- 1973 Publication de *La France de Vichy* de Robert Paxton
- 1985 *Shoah* de Claude Lanzmann

demandes allemandes dans la mise en place de la déportation. Cette brèche permet à des historiens français de demander l'accès aux archives et à pouvoir remettre en cause l'Histoire Officielle.

Le réveil de la mémoire juive

En 1961, Adolf Eichmann responsable logistique de la « solution finale » est enlevé en Argentine par les services secrets israéliens et jugé et condamné à mort à Jérusalem. Son long procès filmé est l'occasion de revenir sur le témoignage des survivants des camps et notamment de mettre l'accent sur la déportation et l'extermination des Juifs.

Les enfants des déportés qui arrivent à l'âge adulte veulent retrouver et porter leur histoire familiale. C'est notamment le cas de Serge et Beate Klarsfeld qui s'engagent à la fois dans la recherche des responsables survivants mais aussi dans la reconnaissance de la responsabilité des institutions françaises de l'époque. Des cérémonies sont organisées pour commémorer le 30^e anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv en 1972 et demander l'ouverture des archives officielles à ce sujet.

En 1985 Claude Lanzmann présente **Shoah**, un long documentaire qui décrit dans le détail le processus d'extermination au travers, entre autres, du témoignage poignant de rescapés revenant pour la première fois dans les camps de la mort. La spécificité du caractère racial de l'extermination nazie est mise en avant et commence à être évoquée dans les programmes scolaires.

L'histoire enjeu politique

Il faut vraiment attendre la mort du général de Gaulle en 1970 pour que le dogme résistancialiste vole en éclats.

Son successeur Georges Pompidou qui n'a pas le prestige d'avoir été un grand résistant historique est davantage favorable à l'idée de tourner la page de Vichy et d'œuvrer à une réconciliation nationale. Son amnistie de l'ancien milicien Paul Touvier qui vivait caché depuis la guerre pour échapper à son procès provoque une levée de bouclier parmi les anciens résistants comme dans les associations d'enfants de déportés.

Le caractère sacré de la Résistance commence aussi à être remis en cause. Le rôle exact de l'État Français qui refuse de reconnaître ses responsabilités pendant la guerre est de plus en plus pointé du doigt. Dans les années 1980, on a parfois l'image inversée d'une France unanimement « collabo » pendant la guerre.

La question de la déportation juive devient aussi un enjeu politique avec les conflits israélo-arabes, certains membres de la communauté juive voyant dans les attaques des pays arabes contre Israël le retour d'une volonté d'exterminer les Juifs, les militants pro-palestiniens critiquant la mise en avant du génocide comme un moyen de justifier la colonisation des terres palestiniennes.

À retenir

Négationnisme: Falsification historique visant à contester la réalité de la politique d'extermination raciale mise en place par l'Allemagne nazie.

Shoah: littéralement « catastrophe » en hébreu, terme popularisé par le film de Claude Lanzmann en 1985 pour désigner l'extermination systématique des juifs d'Europe sous le régime nazi.

Le conseil

Cette mémoire refoulée éclata et donna lieu à une profusion d'œuvres et de témoignages souvent liée à l'histoire intime de leurs auteurs. En citer est très bien mais n'essayez pas de trop les détailler, vous n'en aurez pas le temps avec ce type d'épreuve.

1a L'ESSENTIEL

Dans les années 1970-1980, un courant mineur mais actif, lié à l'extrême droite, commence à contester l'existence même de la politique d'extermination. Ce courant « **négationniste** » falsifiant les preuves historiques et produisant des conclusions volontairement biaisées est combattu par des universitaires prestigieux comme Pierre Vidal Naquet, mais rencontre un succès grandissant en profitant notamment des troubles au Proche-Orient.

Histoire et « devoir de mémoire » (années 1990 jusqu'à nos jours)

L'Histoire convoquée au tribunal

Avec la traque des derniers criminels de guerre, une série de procès médiatisés remet la question de la collaboration dans l'actualité. En 1987 c'est à Lyon celui de l'Allemand Klaus Barbie, chef de la gestapo et tortionnaire de Jean Moulin, longtemps réfugié en Amérique latine. Mais surtout, dans les années 1990, ce sont des Français responsables administratifs sous Vichy qui sont poursuivis pour leur participation active à la déportation : René Bousquet, assassiné par un déséquilibré avant l'ouverture de son procès en 1993, Paul Touvier en 1994 et Maurice Papon en 1997. Les débats sont très nombreux pour savoir si des fonctionnaires français de l'époque peuvent être condamnés comme complices de crime contre l'Humanité. Des historiens témoignent à la barre mais c'est finalement la justice qui fixe les responsabilités de chacun. Ils sont condamnés à des peines de prison mais en raison de leur grand âge meurent rapidement (Touvier) ou sont libérés pour des motifs de santé (Papon).

Dans cette ambiance, l'opinion publique est choquée de découvrir la révélation du passé du président François Mitterrand qui fut fonctionnaire de Vichy jusqu'en 1942 avant de rejoindre la Résistance et qui garda des amitiés envers des collaborateurs notoires après la guerre tel René Bouquet. Un parcours trouble illustrant le destin de nombreux hauts fonctionnaires. Ce que l'historien Jean-Pierre Azéma appelle les Vichysto-Résistants. De même, les petites phrases de Jean-Marie Le Pen sur les « *chambres à gaz, point de détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale* » renforcent le malaise dans la société française. En 1994 Eric Conan et Henry Rousso, deux historiens, écrivent *Vichy, un passé qui ne passe pas* qui tente de livrer un regard dépassionné sur la question et entament une réflexion sur la difficulté à traiter cette question entre mémoires et histoire.

Le temps de la commémoration

En 1990, pour faire face à la montée des thèses négationnistes est mise en place la loi Gayssot qui condamne tout propos niant l'extermination raciale.

À retenir

1987 Procès Barbie

1990 Loi Gayssot

1994 Procès Touvier

1995 Reconnaissance de la responsabilité de l'État Français dans les crimes du Régime de Vichy

1997 Procès Papon

Avec la disparition progressive des témoins au fur et à mesure du temps, se double de la volonté de marquer davantage un **devoir de mémoire** avec la mise en place d'une journée du souvenir des victimes de la déportation le dernier dimanche d'avril et de nombreux lieux de commémoration un peu partout en France. Le plus important, le mémorial de la Shoah est inauguré à Paris en 2005.

L'accès aux archives et le travail des historiens permettent désormais de mettre en perspective les différentes mémoires dans le cadre plus large du travail historique sans remettre en cause l'importance de l'expérience personnelle pour les histoires individuelles et familiales.

Des programmes de sensibilisation dans les écoles et les programmes scolaires sont mis en place. Elles cherchent à travailler sur le souvenir mais aussi sur la transmission de celui-ci aux générations futures. C'est aussi l'occasion de réfléchir sur la multiplicité des mémoires et leur place par rapport au travail historique plus académique.

Vers une histoire plus apaisée ?

En 1995, durant le 53^e anniversaire de la rafle du Vel'd'Hiv, le président Jacques Chirac reconnaît la responsabilité de l'État Français dans la déportation des Juifs.

Elle est accompagnée par la **repentance** d'administrations ou d'entreprises reconnaissant avoir joué un rôle dans la collaboration.

Avec le temps et la mort des principaux témoins, le sujet semble s'apaiser. Toutefois la question de la loi Gaysot ouvre la voie vers d'autres lois mémorielles criminalisant la contestation du génocide arménien, de la traite négrière voir même du rôle positif de la colonisation. Des lois qui posent des questions de fond : Le législateur et non plus l'historien fixant les limites de la vérité historique.

La recherche historique a permis de pointer aussi des mémoires oubliées. Ainsi la déportation des Tziganes complètement occultée jusqu'aux années 1990 commence seulement maintenant à être reconnue.

Le sujet pouvant parfois instrumentalisé politiquement demeure polémique. Les dérapages négationnistes de l'humoriste Dieudonné ou la décision du président Nicolas Sarkozy de faire lire la dernière lettre du résistant Guy Môquet dans toutes les classes ont donné lieu à des débats virulents dans la société française.

Conclusion

Le souvenir de la Seconde Guerre mondiale montre bien toute la difficulté de la recherche historique d'abord instrumentalisée pour en faire un outil politique mais qui doit aussi faire face à la

À retenir

Devoir de Mémoire : Responsabilité morale de transmettre le souvenir d'un événement tragique aux générations futures.

À retenir

Repentance : Demande publique de pardon pour les fautes commises par un État, une administration, un culte ou une entreprise.

1a L'ESSENTIEL

volonté de mettre en avant certains souvenirs de l'événement au détriment parfois de l'objectivité scientifique. Mais on ne doit pas forcément opposer brutalement histoire et mémoires, forcément plurielles et aussi diverses que peuvent l'être les témoins et les acteurs de cette période : les deux se nourrissant mutuellement. Des débats qui sont encore vifs pour d'autres périodes troublées comme la colonisation ou la guerre d'Algérie.



Je me teste !

1. Quel film voit une de ses images retouchée pour ne pas montrer un gendarme français surveillant un camp de concentration en 1956 ?
 - a. Shoah
 - b. Le chagrin et la pitié
 - c. Nuit et brouillard
2. Quel grand Résistant est inhumé en 1964 au Panthéon dans une grande cérémonie télévisée ?
 - a. André Malraux
 - b. Jean Moulin
 - c. Pierre Brossolette
3. Quel dignitaire nazi est jugé à Jérusalem en 1961 ?
 - a. Martin Bormann
 - b. Klaus Barbie
 - c. Adolf Eichmann
4. Qui a reconnu officiellement la responsabilité de la France dans la déportation des Juifs en 1995 ?
 - a. Georges Pompidou
 - b. François Mitterrand
 - c. Jacques Chirac
5. La loi condamnant les propos négationnistes en 1990 est surnommée :
 - a. Loi Gayssot
 - b. Loi Badinter
 - c. Loi Taubira

→ Corrigés p. 338

Dernière minute



Sachez différencier les trois phases chronologiques de ce sujet, d'abord une histoire instrumentalisée par le pouvoir politique (1945-1970), puis les débats que le réveil des mémoires entraîne (1970-1990), puis enfin le travail d'apaisement que joue l'Histoire dans un débat encore sensible (1990 jusqu'à nos jours).